

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU Les étudiants marcheront le 1^{er} février

Tout en dressant un constat alarmant de la situation prévalant au sein de l'Université, dans la région et le pays, les étudiants invitent la communauté universitaire ainsi que les acteurs de la société civile et politique à marcher le 1^{er} février prochain à Tizi-Ouzou.

A travers cet appel, les étudiants entendent faire aboutir un certain nombre de revendications.

Sur les plans social et pédagogique, ils demandent le maintien du système classique et la réouverture de la post-graduation pour toutes les filières ainsi que le Capa, certificat d'aptitude pour la profession d'avocat, pour les étudiants du département des sciences juridiques, la prise en charge effective de l'étudiant sur les plans social et pédagogique. Ces revendications font suite à un état des lieux des plus alarmants que les étudiants ont dressé de la situation prévalant à l'université.

L'action vient en soutien à une série de revendications socio-pédagogiques des étudiants. Dans leur plateforme assortie d'une série de doléances d'ordre politique, les étudiants dénoncent le blocage du développement de la région, les agressions et les kidnappings, exigent la libération immédiate et sans condition et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre tous les détenus, condamnent l'attitude du pouvoir qui répond à la protestation des Algériens par l'intimidation, les menaces, la matraque et les balles. Ils soutiennent, enfin, la lutte du peuple tunisien contre la dictature.

S. A. M.

Les lycéens ne décolèrent pas à Tizi-Gheniff

Les lycéens sont ressortis, samedi, dans la rue à Tizi-Gheniff (wilaya de Tizi-Ouzou). Les élèves du lycée polyvalent ont observé dans la matinée de samedi une marche de protestation pour réitérer leur revendication d'«allègement des programmes des classes de terminale et la baisse du volume de travail pour les autres classes».

La procession s'est ébranlée vers 9h dudit lycée et s'est dirigée vers l'autre établissement d'enseignement secondaire du chef-lieu de la daïra, le lycée Ouarzeddine-Achour. En parcourant l'artère principale de la ville, les manifestants scandaient des slogans hostiles au ministre de tutelle et réclament son départ. Ils arboraient une banderole portant l'inscription «programme chargé».

La manifestation s'est terminée vers 10h devant le lycée Ouarzeddine-Achour, où les élèves des deux établissements précités se sont rassemblés avant de se disperser dans le calme.

A souligner que les lycéens de Tizi-Gheniff, à l'instar de plusieurs localités du pays, sont en grève depuis mardi dernier. Rappelons, enfin, qu'une manifestation similaire avait été organisée jeudi dernier.

Kaci Moussa

IL SURSOIT AU DIALOGUE AVEC LA TUTELLE Le syndicat des paramédicaux compte durcir la protestation

Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), qui convoquera un conseil national extraordinaire ce jeudi, compte durcir son mouvement de protestation prévu pour le 1^{er} février prochain. En attendant, les paramédicaux ont décidé de surseoir à tout dialogue avec la tutelle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -Les dernières déclarations du ministre de la Santé ont visiblement provoqué la colère des paramédicaux. Dans un communiqué rendu public, le SAP qualifie la dernière sortie du ministre de «provocation». Le syndicat reproche au ministre de vouloir «monter les citoyens contre la corporation».

Selon, M. Ghachi, président du SAP, Ould-Abbès, lors du journal télévisé du 20 janvier dernier, «se déclarait défavorable au statut LMD des paramédicaux et est allé jusqu'à solliciter un appui auprès de la population en l'interrogeant sur le comportement des paramédicaux dénigrant leurs prestations». «C'est une insulte à l'égard de la corporation», souligne le syndicat.

Le SAP, qui dénonce ces «magouilles», a décidé

de surseoir au dialogue avec la tutelle en attendant la tenue de son conseil national extraordinaire convoqué pour jeudi prochain. M. Ghachi est ferme : «Nous allons durcir la protestation».

RÉUNION SYNDICAT - TUTELLE Le ministre de la Santé recevra aujourd'hui le SNPSP

La réunion de travail prévue hier entre le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) et le ministre de la Santé a été reportée pour aujourd'hui. La tutelle a annulé à la dernière minute son rendez-vous avec le SNPSP. C'est aujourd'hui donc que devra être installée officiellement une commission mixte chargée de réviser le projet d'amendement du statut particulier des praticiens.

Promulgué le 29 novembre 2009, ce statut a toujours été dénoncé par la corporation qui a reproché au gouvernement de l'avoir élaboré sans prendre en charge les propositions des praticiens. Le SNPSP espère, selon le docteur Merabet, président

du syndicat, que «le parcours de cette commission ne sera pas le même que celui de la précédente». Le syndicat compte aboutir à un travail concret pour régler définitivement ce dossier, objet du conflit qui a opposé les praticiens de santé publique et le ministère de la Santé pendant plusieurs mois durant l'année 2009/2010.

Le conseil national extraordinaire du SNPSP reprendra ses travaux les 26 et 27 du mois en cours. A l'ordre du jour, la validation du projet de statut élaboré au niveau du syndicat et le débat sur l'état de prise en charge de la plateforme des revendications.

«Recourir à la grève est devenu l'ultime action pour amener le ministère de la Santé à répondre favorablement à nos revendications», note le SAP, qui a indiqué également que «le ministre nous demande l'installation d'une commission mixte alors qu'elle existe déjà. Il n'y a rien à installer». Selon le syndicat, la tutelle tente seulement de «gagner du temps».

S. A.

POUR SE PLAINDRE DE LA SURCHARGE DES PROGRAMMES SCOLAIRES

Un millier de lycéens d'Aokas et de Tichy ont marché à Béjaïa

Les lycéens de la wilaya de Béjaïa ne décolèrent pas et affichent leur détermination à poursuivre jusqu'au bout leur mouvement de contestation contre «les réformes scolaires» initiées par le département de Benbouzid.

En effet, après les manifestations de rue et les grèves lycéennes observées la semaine dernière au niveau du chef-lieu et à travers la vallée de la Soummam, c'était au tour des établissements scolaires du secondaire de la région du Sahel de vivre des turbulences dans la journée d'hier,

dimanche. Les lycéens ont dénoncé les nouveaux programmes scolaires qu'ils jugent trop chargés. Ils étaient un millier de lycéennes et de lycéens d'Aokas et de Tichy sur la côte Est béjaïoue à entamer une marche d'une vingtaine de kilomètres vers le chef-lieu de wilaya. Le mot d'ordre majeur : l'exigence «d'allègement des programmes». Les contestataires ont exprimé, par la même occasion, leurs vives inquiétudes quant à leur avenir scolaire à l'approche des examens du baccalauréat. Les élèves des deux lycées d'Aokas ont pris le départ vers 9h du matin avant d'entraîner sur leur

trajet leurs camarades de Tichy dans une très longue marche vers le siège de la Direction de l'éducation. Tout le long de leur parcours, les lycéens protestataires, qui ne semblent pas du tout convaincus par les «assurances» du ministère de l'Education, ont scandé à tue-tête des slogans hostiles au système éducatif mis en place par Benbouzid.

Les manifestants qui ont rejoint, six heures plus tard, vers 15h, l'entrée de la ville de Béjaïa, au niveau du Quatre-Chemins, se sont par la suite dispersés dans le calme.

A. K.

ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Paralysie totale du complexe

Une paralysie totale affecte, depuis hier dimanche, l'ensemble des installations de production du complexe ArcelorMittal El-Hadjar. Aciéries, haut fourneau, centrale électrique, laminoirs à chaud et à froid, tuberie... sont totalement à l'arrêt.

Les salariés des entreprises de mise à disposition (sous-traitance) auxquels se sont joints les travailleurs du complexe ArcelorMittal assiègent, depuis la matinée d'hier, la direction générale. Ce mouve-

ment, qui a pris son départ, mercredi dernier, par les salariés des entreprises sous-traitantes qui réclament leur intégration à ArcelorMittal, s'est amplifié pour donner naissance à une protestation générale au sein de l'usine. Les travailleurs qui se sont solidarisés avec les salariés des entreprises sous-traitantes, estiment que le partenaire étranger ne fait rien pour améliorer leur situation socioprofessionnelle. Au manque des matières premières (minerai, coke...), main-d'œuvre qualifiée, s'ajoutent la vétusté avancée des

installations et les dangers d'explosion qu'elles représentent, selon des travailleurs. Cette main-d'œuvre ayant cumulé plusieurs années d'expérience existe au sein des entreprises sous-traitantes. Pourquoi ne l'intègre-t-on pas au sein des ateliers qui en ont un énorme besoin ? s'interrogent des travailleurs. Par ailleurs, la direction générale d'ArcelorMittal, dont le conseil d'administration est en réunion permanente, tout en reconnaissant que l'usine est totalement bloquée, souligne dans un «Infos usine spécial», produit hier, les

«graves conséquences pour notre entreprise» qui pourraient résulter de cette situation. Avec cet arrêt, les objectifs tracés ne seront que plus difficiles à atteindre, explique la direction générale dans sa lettre d'information, dont une copie est parvenue à la rédaction du bureau du *Soir d'Algérie*. L'employeur cite également, dans ce document, les dispositions déjà prises pour l'intégration des salariés de la sous-traitance. Un programme d'intégration progressif «dans un délai n'excédant pas les 18 mois, avec un premier recrutement de 100 agents

sur l'ensemble du site» a été avancé. Toutefois, il le lie au «départ à la retraite attendue», — pour quand ? , de 500 de ses agents mais également à des «critères indiscutables» prenant en compte aussi bien l'ancienneté que l'âge et le poste occupé. Tout en rappelant à la raison, la DG affirme qu'«il n'est plus acceptable de mettre en risque la vie de notre entreprise», invitant par la même au redémarrage rapide de l'usine et «de travailler sereinement à la résolution du problème» soulevé.

A. Bouacha